**La gouvernance mondiale au défi des grands enjeux : terrorisme, prolifération**

Bertrand Badie, professeur à Sciences-Po, le mercredi 14 février 2007

Le Monde.fr | 14.02.2007 à 11h59 • Mis à jour le 14.02.2007 à 16h04

**Dragodan : C'est quoi *"la gouvernance mondiale"* ?**

**Bertrand Badie :**La gouvernance est un mot qui est apparu dans le courant des années 1980 et qui a revêtu des sens multiples.  On a d'abord parlé de bonne gouvernance, tentant d'appliquer le vocabulaire de l'entreprise aux collectivités sociales plus larges, les nations d'abord, puis le monde dans sa globalité. Dans un deuxième temps, cette notion de gouvernance s'est recomposée pour mettre l'accent sur un besoin essentiel de l'espace mondial d'aujourd'hui : coordonner les activités et les initiatives des acteurs publics et privés pour assurer un équilibre global à la planète. C'était une façon – et ça le demeure – de montrer que les Etats ne sont plus les seuls acteurs de la vie internationale, et qu'il n'est pas possible de parvenir à une stabilité du système international sans que les acteurs étatiques et l'ensemble des acteurs internationaux extra-étatiques coordonnent leurs efforts et harmonisent leurs stratégie. En ce sens, la gouvernance globale est davantage un souhait, une orientation, un chantier, qu'une réalité institutionnnelle.

**Léopold : Gouvernance mondiale..., mais qui dirige vraiment le monde ?**

**Bertrand Badie :**Précisément, l'hypothèse de la gouvernance est de gommer l'idée même d'une direction unique, voire d'un directoire mondial, qui serait par exemple celui des grandes puissances. L'idée de gouvernance introduit la multiplicité et la diversité des acteurs, la décentralisation de la décision, les besoins fonctionnels de concertation, de rencontres, de compromis entre acteurs ayant non seulement des intérêts différents, mais aussi des identités distinctes. Nous sortons donc d'une logique de pouvoir, qui était celle du système international depuis qu'il existe, pour entrer dans un système fonctionnel animé par les besoins et les exigences de l'ordre social international.

**Léopold : La réforme de l'ONU soulève de grands espoirs quant à la rénovation du système de gouvernance mondiale. Au-delà des seuls rapports inter-étatiques, est-il possible de se rapprocher de l'idéal démocratique à l'échelle mondiale ?**

**Bertrand Badie :** Précisément, l'enjeu est de taille. [Les Nations unies ont été créées en 1945](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/annee_adhesion_onu_1945-2006.jpg)sur la base d'un compromis entre le principe de souveraineté et celui de multilatéralisme. Le prix de ce compromis a été de confier aux Etats, et notamment aux plus puissants d'entre eux, l'essentiel du travail d'animation et de contrôle de la machine onusienne. Les choses ont bien changé depuis 1945. Les sociétés se sont affirmées, les enjeux sociaux mondiaux se sont multipliés, les acteurs extra-étatiques ont proliféré. Nombreux sont ceux, dans ces conditions, qui ont tenté de tenir compte de ces transformations pour adapter les Nations unies à cette nouvelle donne. Mais le blocage est immédiat : faire de la gouvernance mondiale une des trames essentielles du système onusien risque de faire perdre aux Etats les plus puissants leur position de contrôle et de domination. Dès lors, les réformes engagées en ce sens sont restées jusqu'à aujourd'hui rhétoriques et symboliques. Nous avons eu droit à de belles déclarations, comme celle du Millénaire ou celle du 60e anniversaire des Nations unies. Nous avons vu croître et multiplier les conférences internationales sur les grands thèmes sociaux. Mais tout cela n'a pas encore atteint le domaine de la décision, encore moins celui de l'exécution.

En un mot, on en est surtout aux vœux pieux et aux expressions symboliques. Kofi Annan avait très bien compris que pour renforcer les Nations unies, et notamment améliorer leurs conditions d'autonomie par rapport aux Etats, il devenait utile de développer les fonctions sociales du système onusien. Il a pris beaucoup d'initiatives en ce sens, favorisant l'entrée de plus de [2 000 ONG au sein des Nations unies](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/ong_ecosog_2006.jpg) ; lançant de grands projets touchant aux grands enjeux sociaux ; passant contrat avec les grandes entreprises à travers le programme "Global Compact". Tout cela avec le scepticisme des uns et la résistance des autres, notamment des Etats-Unis.

**Pedro : La gouvernance mondiale a-t-elle une base juridique ? Relève-t-elle du droit international ou y a-t-il un vide à combler ? Le système westphalien*(souveraineté des Etats)*est-il remis en question ?**

**Bertrand Badie :** Non, la gouvernance mondiale n'a pas de fondements juridiques au sens strict du terme. N'oublions pas que le droit international est essentiellement un droit interétatique et souverainiste. Il se prête donc très mal au traitement de ces grands enjeux sociaux transversaux, et c'est la raison pour laquelle la production normative qui commence à s'opérer dans ce domaine relève de ce que les juristes appellent la *"soft law"* ("droit mou"), dont la principale caractéristique est d'être faiblement contraignante et largement dépourvue de sanctions. Mais en même temps, on découvre à travers cette *soft law* une nouvelle acception de la norme. Celle-ci perd quelque peu sa valeur de droit positif, mais elle gagne en contenu moral et humain.

Les grandes conventions qui sont censées accompagner cette gouvernance mondiale doivent être davantage comprises comme des grandes orientations permettant de conduire vers une sécurité humaine plus importante que comme une loi au sens le plus strict du terme. Ce premier résultat est loin d'être négligeable. Nous dirons qu'il crée une obligation morale à laquelle les Etats peuvent de plus en plus difficilement se soustraire, risquant, s'ils l'ignorent, de s'exposer à la stigmatisation des autres et de l'opinion publique internationale, sous forme de ce que l'on appelle aujourd'hui le *"shaming"*, qui peut être défini comme cette forme inédite de sanction désormais apparentée au processus de gouvernance mondiale.

**Sanaguy : Ce concept de gouvernance mondiale recouvre-t-il les rapports inégalitaires entre le Nord et le Sud ?**

**Bertrand Badie :** C'est évidemment un des enjeux majeurs de la gouvernance mondiale. Derrière celle-ci figure l'idée de stabilité du système : cette stabilité ne peut pas être atteinte sans un minimum d'égalité. On voit ainsi fleurir au niveau mondial ce qu'on observait au XIXe siècle au niveau national : [des inégalités trop fortes](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/22_mondialisation_idh_gini_2003.jpg) deviennent insupportables, génèrent du conflit, de l'instabilité, de l'incertitude ; elles sont donc coûteuses, y compris pour les plus riches et les plus forts. L'idée de gouvernance est donc de retrouver un équilibre minimal pour le bien de tous.

**"JE CROIS QUE LE TNP EST MORT"**

**Sua31 : Pensez-vous que l'ONU ait encore un pouvoir suffisant pour agir efficacement contre la**[**prolifération nucléaire**](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/proliferations_2005.jpg)**? N'est-ce plus aujourd'hui que le jeu de certaines grandes nations, comme les Etats-Unis, mais aussi de plus en plus la Chine ?**

**Bertrand Badie :** Je crois très sincèrement que le TNP*(traité de non-prolifération)* est mort, tant il était intimement lié à la grammaire de la bipolarité. Il faisait sens lorsque le monde était surveillé, et en fait organisé, par ces deux consuls qu'étaient les Etats-Unis et l'URSS. Ils étaient les garants, avec un succès relatif, de la non-prolifération. Nous sommes entrés aujourd'hui dans un monde a-polaire, dominé par le principe d'autonomie. Celui-ci pousse de plus en plus les puissances moyennes à tenter leur chance en revendiquant le droit d'entrer dans ce petit club distingué des Etats dotés de l'arme nucléaire. On n'empêchera pas ces puissances moyennes de souhaiter intégrer une oligarchie qui les exclut avec superbe.

Regardons maintenant comment, dans les faits, ce régime de non-prolifération s'est installé. Il a d'abord exclu trois Etats qui ont refusé de signer le TNP : l'Inde, Israël et le Pakistan. Ceux-ci ont rejoint le club nucléaire sans qu'il leur en coûte rien. L'Inde a même pu signer récemment un accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis. La Corée du Nord, de son côté, avait adhéré au TNP : le jour où elle n'en a plus voulu, elle en est sortie sans encombre, et semble se rapprocher aujourd'hui d'un accord qui vient comme récompenser son initiative de cavalier solitaire. Les grandes puissances nucléaires, qui réclament évidemment l'application du TNP, ne l'ont jamais réellement respecté. N'oublions pas que celui-ci imposait aux grands de travailler activement à leur désarmement en compensation du renoncement consenti par les autres. Mais voilà dix ans que les négociations sur ce sujet sont totalement gelées. Elles s'engageaient à ne pas aider la prolifération, alors qu'il paraît de plus en plus évident que des puissances nucléaires ont aidé activement les Etats du seuil à les rejoindre. Et tout cela sans compter les initiatives multiples prises par des acteurs privés qui violent sans grand risque cet accord interétatique ; la difficulté de distinguer entre les programmes de nucléaire civil et de nucléaire militaire ; l'absence complète de sanction, sauf initiative propre du Conseil de sécurité des Nations unies, comme ce fut le cas pour l'Irak.

Qui peut, dans ces conditions, accorder le moindre crédit à ce traité ?  Qui peut convaincre les puissances moyennes du Sud en rupture de ban ou en situation de contestation active qu'elles doivent accepter une discipline dont d'autres, dans leur propre région, ont été dispensées ? Il est temps d'admettre qu'aujourd'hui la question de la non-prolifération est de plus en plus politique et de moins en moins militaire, et qu'elle implique donc une tout autre approche qu'hélas on ne voit pas poindre à l'horizon.

**Gab : Comment expliquez-vous la soudaine acceptation par la Corée du Nord de fermer son principal réacteur après l'agressivité dont elle a fait preuve pendant l'été ? Pensez-vous que cela puisse influencer le comportement iranien dans le domaine du nucléaire ?**

**Bertrand Badie :** Il n'est pas tout à fait clair que cet accord puisse, s'il est appliqué, sortir totalement la Corée du Nord du chemin conduisant vers la détention d'armes nucléaires. L'analyse de ce document mérite ainsi précaution et circonspection. On peut ajouter, connaissant le régime nord-coréen, que la certitude de voir les termes de cet accord totalement appliqués est quelque peu fragile. Mais surtout, revenons à l'essentiel : il y a derrière la question de la prolifération un enjeu d'abord politique. La course à l'armement nucléaire est, comme je l'ai déjà suggéré, un choix d'abord symbolique et politique qui a une double implication : d'abord revendiquer le droit de jouer dans la cour des grands, ensuite être en position de force dans une négociation politique plus large, faisant de la renonciation à l'arme nucléaire une carte maîtresse dans le jeu de marchandage.

**Ibn\_khaldoun : Pensez-vous que l'acquisition du nucléaire militaire par l'Iran puisse représenter un risque quant à la stabilité du Moyen-Orient ?**

**Bertrand Badie :** Sincèrement, je ne le pense pas. Le Moyen-Orient est déjà nucléarisé : Israël détient cette arme ; à l'autre bout, le Pakistan dispose du même type d'équipement ; la bombe russe au nord n'est pas très éloignée ; et la doctrine américaine semble désormais envisager l'usage de son propre arsenal contre certains Etats de la région, du moins dans des conditions précises. Dans ce contexte, la bombe iranienne, qui n'est pour l'instant qu'hypothétique, ne serait qu'un élément de complexité supplémentaire dont certains peuvent même considérer qu'elle serait un facteur de rééquilibrage de la puissance. Vu de toute manière l'exiguïté des champs de bataille moyen-orientaux, l'hypothèse d'un conflit nucléaire généralisé me paraît hautement improbable. Nous sommes donc bien dans une logique essentiellement politique, et l'un des paramètres politiques les plus graves dans la région tient à l'extraordinaire déséquilibre des forces, dont on pourrait considérer qu'il serait ainsi très partiellement comblé.

**Nicolas C. : Quelles sont à votre avis les mutations nécessaires à la gouvernance mondiale pour mieux lutter contre les idéologies des terroristes ? Risquent-elles de proliférer si nous ne réagissons pas de manière adéquate ?**

**Bertrand Badie :** Précisément, le but de la gouvernance mondiale est de s'attaquer aux causes et non pas aux symptômes. Le terrorisme prolifère là où le défaut d'intégration sociale, internationale se fait le plus sentir, tant dans l'accès aux biens matériels que dans l'accès aux biens symboliques, c'est-à-dire au respect, à la dignité et [aux droits fondamentaux](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/peine_mort_2006.jpg). La gouvernance mondiale est là pour aider à ce rééquilibrage dont nous avons tant besoin, à ces ajustements rendus nécessaires par les manquements aux droits, les inégalités croissantes, les crises institutionnelles qui, partout, font la bonne affaire des entrepreneurs de violence, des marchands de terreur, bref, de tous ceux dont le commerce est florissant alors qu'ils n'auraient aucune chance de trouver une clientèle dans des régions du monde davantage équilibrées et davantage stabilisées.

**Nicolas C. : Pensez-vous qu'en gardant au pouvoir des dirigeants qui ont menti au monde à propos des armes de destruction massive en Irak, le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont responsables des difficultés actuelles à lutter contre le terrorisme ?**

**Bertrand Badie :** Il est certain que les initiatives diplomatiques et militaires prises par les Etats-Unis et leurs alliés directs au Moyen-Orient ont renforcé, non seulement le risque, mais la réalité terroriste, alors qu'elles prétendaient les réduire. Ce qu'il y a de plus grave au Moyen-Orient aujourd'hui, c'est cette spirale inflationniste de violence dont chacun a effectivement perdu la maîtrise. Il faut faire attention à un autre élément : les nouveaux entrepreneurs de violence, contrairement aux Etats, n'ont pas intérêt à interrompre les séquences conflictuelles, car, à la différence des Etats, l'arrêt de la guerre constitue pour eux une cause de disparition. Dans le cycle infernal de violence, seuls donc les Etats, et bien entendu le multilatéralisme, peuvent prendre une initiative de sortie de crise. En jouant une stratégie de la surenchère et de l'usage inflationniste de la force et de la puissance, les Etats-Unis ne font qu'accroître les dangers de violence dans la région.

**"RENDRE SANS OBJET L'USAGE DES FORMES DE VIOLENCE"**

**Steven Højlund : Considérez-vous le terrorisme comme un nouvel enjeu alors qu'il existe depuis longtemps ? Pourquoi et quels sont les traits du terrorisme actuel qui justifient un tel prédicat ?**

**Bertrand Badie :**Le mot "terrorisme" est difficile à employer, car de définition incertaine, comme en témoigne d'ailleurs l'échec des Nations unies dans la tentative de le définir. Je préfère pour ma part parler de violence sociale disséminée, de manière à la distinguer de la violence politique internationale, celle produite par des Etats contre d'autres Etats. Cette forme nouvelle de violence est produite par des acteurs sociaux ou par des entrepreneurs spécialisés, organisations de toute sorte qui se dotent ainsi d'une clientèle et renforcent leur influence. Les Etats n'ont pas les instruments adéquats pour contenir cette violence sociale. En intervenant maladroitement, d'un certain point de vue ils la renforcent. Le véritable enjeu est donc de parvenir à réduire cette violence, à priver ces entrepreneurs d'une clientèle potentielle. Le rôle de la gouvernance mondiale est donc d'intervenir dans la profondeur même des tissus sociaux pour rendre sans objet l'usage de ces formes de violence, d'autant plus redoutables qu'elles sont fragmentées, décentralisées, déterritorialisées, et donc insaisissables par les instruments classiques de l'action politique.

**Ibn\_khaldoun : La gourvernance mondiale n'est-elle pas une nouvelle illusion dont le rôle serait de diffuser l'idée d'une prise de conscience générale ?**

**Bertrand Badie :** J'admets, mais je ne comprends pas bien pourquoi ce serait une illusion. Dans la mesure où notre monde actuel est de plus en plus conditionné, formaté, organisé par les sociétés des acteurs sociaux, tout ce qui favorise la prise de conscience de ces acteurs sociaux, tout ce qui peut les amener vers une réflexion régulatrice dont ils seraient les promoteurs et à laquelle ils participeraient consciemment me semble bon à prendre.

**Billo : Considérez-vous Internet comme un nouvel enjeu de gouvernance mondiale ?**

**Bertrand Badie :** Bien entendu. Le nerf de la gouvernance mondiale se trouve incontestablement dans la facilité de communication. Nous sommes dans un monde où tout le monde voit tout le monde, où tout le monde peut communiquer avec tout le monde, où l'intimité souveraine est de moins en moins possible. C'est sur cette base que s'est construite la mondialisation, c'est sur cette base que les Etats sont dépossédés, voire dépassés, par les initiatives individuelles, c'est sur cette base aussi que l'on peut construire une gouvernance mondiale, c'est-à-dire cette participation active de tous à la prise en charge d'enjeux sociaux globaux. [Internet](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/internautes_2005.jpg)a participé au démantèlement des régimes totalitaires, il a favorisé la diffusion des idées et des informations, il a contribué à rapprocher les individus en abolissant les distances physiques, mais aussi culturelles. Il faut le concevoir également comme un des éléments permettant de construire cette gouvernance globale à laquelle nous réfléchissons.

**Pommedepin : Récemment, vous avez évoqué sur RFI l'existence d'un monde *"a-polaire"*. Aussi séduisante soit-elle, cette théorie s'applique difficilement dans la réalité : les Etats-Unis restent malgré tout une puissance sans égale, loin devant la Russie et la Chine...**

**Bertrand Badie :** Non, on ne peut pas dire cela. La puissance américaine, aussi réelle soit-elle, a de moins en moins de maîtrise sur les processus politiques, sociaux, économiques, culturels qui prolifèrent dans le monde. D'abord parce qu'une puissance s'exerce d'abord sur des Etats, et beaucoup plus difficilement sur des sociétés. Quand elle s'exerce sur les sociétés, elle le fait par l'intermédiaire du *"soft power"*, mais l'expérience montre que quelle que soit l'adhésion, partout dans le monde, aux modèles américains de consommation, cette approbation ne vaut pas pour autant soutien à la politique étrangère des Etats-Unis. N'oubliez pas, en outre, qu'un pôle n'est pas seulement une puissance : il suppose une capacité d'attraction, il n'y a de pôle que là où il y a des dynamiques centripètes, c'est-à-dire une capacité réelle de la puissance de se doter de tout un réseau satellitaire. La disparition de la bipolarité a porté atteinte à cette capacité attractive du seul pôle potentiel qui demeurait.

Alors que la menace frontale tend à disparaître, les stratégies de protection qui conduisaient à s'insérer dans l'orbite d'une grande puissance s'amenuisent aujourd'hui au profit d'un désir de plus en plus marqué d'autonomisation. La crise irakienne a montré avec quelle vitesse les Etats-Unis pouvaient perdre des alliés jusque-là très fidèles, comme l'Allemagne, la Turquie, le Mexique ou le Canada. Dans sa zone gardée, l'Amérique latine, les Etats-Unis ont perdu un nombre incroyable de positions, de pouvoir et de contrôle. Jamais l'antiaméricanisme dans l'opinion publique internationale n'a atteint de tels sommets. Tout cela peut être attribué au radicalisme de la politique étrangère des néoconservateurs, mais je crois surtout que cela tient à la caractéristique dominante du nouvel ordre international, dominé par ses dynamiques d'autonomisation, méfiant à l'égard des hégémonies de toute nature, contestataire, décentralisé, régionalisé. D'un ordre de la stabilité hégémonique, nous évoluons aujourd'hui vers celui de l'instabilité hégémonique.

**Mamadou : Y a-t-il un mécanisme efficace qui relève de la gouvernance mondiale pour contrôler les aides aux**[**pays en voie de développement**](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/aide_dev_recipiendaires.jpg)**afin qu'elles arrivent aux populations qui en ont besoin ? Ou bien est-ce que ce sont les dirigeants corrompus qui les utilisent pour renforcer leur pouvoir ?**

**Bertrand Badie :** C'est une très vaste et très importante question, qui montre bien qu'un des aspects les plus sensibles de la gouvernance mondiale est de penser l'articulation entre l'interne et l'externe, entre les composantes d'un système politique et l'environnement international. La question de l'aide montre bien, en effet, que la souveraineté empêche les mécanismes de régulation de s'accomplir parfaitement. C'est la raison pour laquelle, de plus en plus, le thème central de la responsabilité de protéger sert de principe à cette nouvelle gouvernance. La responsabilité de protéger suppose non seulement le droit, mais le devoir de chaque Etat d'intervenir jusque dans les affaires intérieures des Etats souffrants, pour tenter d'apporter les solutions dont les populations ont besoin. L'autoritarisme, le patrimonialisme, la corruption, font partie de ces souffrances.

Le problème est que nous ne savons pas comment faire. L'instrusion clientéliste tentée dans un premier temps a abouti à l'échec. L'intrusion par le biais des organisations régionales paraît déjà plus prometteuse, mais insuffisante compte tenu du faible degré d'intégration régionale des pays les moins dotés. Une troisième tentative a été amorcée par les organisations humanitaires, vantant le dialogue direct avec les sociétés et contournant les Etats. Les résultats ne sont pas non plus très satisfaisants, tant il est vrai que l'absolu contournement du politique aboutit souvent à l'inefficacité et engendre d'autres dysfonctions. C'est probablement en renforçant la présence des sociétés et des acteurs sociaux sur la scène de la négociation internationale qu'on arrivera à des résultats meilleurs, mais notre début de millénaire a été dans ce domaine davantage pavé de déceptions que de promesses.

**Alex : Quel rôle accordez-vous à la Russie ?**

**Bertrand Badie :** La Russie a une position assez originale. Elle est un peu en marge de la gouvernance mondiale : elle ne fait pas partie, ou pas encore, de l'[OMC](http://www.sciences-po.fr/cartographie/atlas2006/ong_omc_2005.jpg); elle a une attitude souvent souverainiste et sourcilleuse en ce domaine, comme le montre sa propension moyenne à rejoindre les grandes conventions internationales et à contribuer aux grands forums mondiaux ;  elle est aussi orpheline de son passé et de sa gloire impériale, dont elle n'a pas fait véritablement le deuil. Tout cela la conduit de façon significative à réinvestir dans l'initiative diplomatique traditionnelle. Compte tenu de ce profil, je crains que le retour de la Russie se fasse davantage conformément à la vieille grammaire de la diplomatie bismarckienne qu'en soutien à ces formes nouvelles de gouvernance mondiale. Mais il faut voir...

**Pedro : Etes-vous optimiste en ce qui concerne le renforcement d'une gouvernance mondiale ou croyez-vous que les Etats vont casser la dynamique au nom, entre autres, de la domination de leur territoire, de leur souveraineté ?**

**Bertrand Badie :** Je suis plutôt optimiste pour une raison simple : économiquement, utilitairement, les Etats, et surtout les plus grands, devront faire de plus en plus de concessions à l'idée et à la pratique de gouvernance mondiale. Un comportement diplomatique et militaire traditionnel reste possible, surtout si l'on est puissant. Mais il s'avère de plus en plus coûteux, de plus en plus incertain, de plus en plus inefficace. Si les Etats ne veulent pas avoir à faire face à des coûts insurmontables, ils devront se résoudre à associer de plus en plus étroitement les acteurs non étatiques, et d'une façon générale les sociétés, au gouvernement du monde. Ils devront choisir de traiter prioritairement les enjeux sociaux mondiaux, ils devront accorder une attention plus soutenue à la sécurité humaine qu'à toute forme de construction plus ou moins imaginée de sécurité nationale.

Telle est bien la charte de la gouvernance mondiale : ne pas limiter le système international à un club d'Etats, ouvrir grand la porte aux enjeux sociaux les plus prioritaires, repenser la sécurité de façon plus humaine que politico-militaire. Ce qui paraît acquis est qu'un tel discours n'est plus du domaine de l'utopie ni de l'idéalisme, mais de celui d'une analyse des mutations réellement subies par la vie internationale. Une diplomatie qui s'en rend compte est une diplomatie gagnante. Une diplomatie qui ne le voit pas est une diplomatie qui s'essouffle. Les sociétés en ont pris conscience avant les Etats : elles construisent, parfois même sans s'en rendre compte, leur propre diplomatie privée, mettant de plus en plus les diplomates et les soldats devant le fait accompli.

**Chat modéré par Gaïdz Minassian**